



Rapport de l'Observatoire Social Tunisien

Septembre 2016

Le début du mois de septembre 2016 a connu deux évènements majeurs dans le gouvernorat de **Kasserine**, le premier était une série d'attaques terroristes dans les hauteurs de la région et le deuxième était un accident routier engendrant des dizaines de victimes entre blessés et décédés, ce qui a engendré une série de protestations collectives durant plusieurs jours et dans diverses régions.

Le retour des actes terroristes était largement prévisible si on prend en considération le fait que ce sont des actes par surprise visant à instaurer la terreur qui est l'élément extrême de la peur collective.

Le retour des groupes terroristes dans diverses régions malgré le balayage militaire récurrent constitue la vraie problématique : Le pourquoi du retour des actes, terroristes dans ces mêmes régions théâtres des encerclements, frappes d'armes légères et lourdes et déclarées zones sécurisées de tout terrorisme.

Ce retour remet à jour un ensemble de questionnement autour de l'éradication effective des groupes terroristes dans ces hauteurs ainsi qu'autour de l'habilitation, la capacité et la préparation réelle des instances de lutte contre le terrorisme sans oublier l'autre aspect douloureux des répercussions psychologiques et sociales sur les habitants de ces régions.

Ce qui nous fait revenir, encore une fois, aux mêmes interrogations précédentes, autour de la mobilisation générale contre le terrorisme en soutien à ces institutions de lutte et la nécessité d'une stratégie globale impliquant toutes les parties comme les ministères de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la culture, de la jeunesse et des sports... sans oublier les ministères de l'intérieur et de la défense.

Par ailleurs, l'accident aurait pu être considéré comme n'importe quel autre accident dont sont témoins, régulièrement, plusieurs régions. Mais la tournure protestataire et violente qu'a connu cet évènement douloureux reflète et remet à l'ordre du jour les situations de développement précaires ainsi que la mauvaise infrastructure sanitaire dans une région prioritaire quant au développement des services de la santé puisqu'elle est en première ligne des attaques terroristes.

Ceci sans compter l'absence d'égalité face à la douleur et la maladie qui nécessite un traitement radical dans toutes les régions intérieures en constituant les priorités des instances gouvernementales aussi bien centrales que régionales.

Dans ce même cadre, il est pertinent de citer les mouvements de protestations violentes, de manifestations avec blocage des routes, pneus brûlés et d'attaques de sièges administratifs entre autres, qu'a connu la région de Fernana dans le gouvernorat de **Jendouba** sous le nom du « mouvement d'oueld el Hafyena » suite au suicide par immolation du propriétaire d'un café de la région dû à son différend avec le secrétaire général de la municipalité. Situation qui n'est pas loin de nous rappeler ses similaires dans les gouvernorats de **Sidi Bouzid** et **Kasserine** où un acte suicidaire protestataire se transforme en actes de protestations collectives en remuant divers dossiers de développement dans les régions, d'infrastructure, de chômage de service administratif et autres...

L'évolution, après plusieurs jours, de ces évènements vers l'accalmie à la suite du renvoi du gouverneur, du délégué régional et du secrétaire général de la municipalité. Ces mesures auraient pu être prises dès le début du mouvement de protestation à part que le problème majeur reste la situation de développement de la région et la relation tendue des citoyens avec les instances de l'Etat constituant l'essentiel du défi du nouveau ministère en place.

La pénurie, la mauvaise qualité, le changement dans l'aspect de l'eau potable voire la soif ont été à l'origine de plusieurs polémiques et manifestations durant le mois de septembre 2016 dans plusieurs régions intérieures. Nous avons assisté à plusieurs interventions médiatiques de responsables confirmant une crise pouvant mener à des coupures récurrentes dans plusieurs régions, parlant même de la possibilité de fractionnement dans la distribution de l'eau en recommandant des précautions durant la période de l'aïd el Edh'ha.

Nous avons précédemment souligné dans nos rapports cette pénurie ainsi que les mouvements de protestations autour de ce sujet durant la même période de l'année 2015 dans

le but de mettre en évidence la nécessité de prendre les précautions nécessaires mais les mesures mises en place essentiellement dans les régions souffrant de l'absence d'eau potable sont restées très limitées. A titre d'exemple non exhaustif, la région de Foussana souffre d'un taux de couverture en eau potable de 10% malgré l'abondance pluviale. Tels ont été les logos des dernières protestations des habitants de certaines grandes villes côtières autour de la coupure ou la mauvaise qualité de l'eau potable.

Les dernières pluies ont transformé certaines régions en zones sinistrées, transformant les rues en fleuves, les voitures en bateaux, ajoutons à cela le trop plein et le débordement des circuits d'évacuation pluviale. Il s'en suit plusieurs décès, fermetures d'établissements scolaires, endommagement de plusieurs produits qui ont été le sujet des manifestations dénonçant l'incapacité de gestion de ces eaux par de l'infrastructure actuelle.

La sécurité en eau devrait être un des pivots essentiels dans les programmes stratégiques pensant à tirer bénéfice total des précipitations pluviales et la valorisation cette richesse à travers la mise en place de fleuves artificielles pouvant desservir les régions intérieures et du sud en eau.

A cet effet nous citons le projet de protection contre les inondations de la ville de Sfax où les eaux pluviales se déversent dans la mer alors qu'elles auraient pu être orientées vers d'autres régions et développer la nappe d'eau.

Un autre exemple de l'échec des programmes de développement en Tunisie consiste dans l'incapacité à protéger les réserves en eau et l'absence de maintenance dans ce domaine puisque la capacité d'absorption des lacs caulinaires recule chaque année à cause de la non maintenance.

Les exemples en relation avec les choix de développement ayant pour conséquences les inégalités croissantes entre les régions et constituant un frein au développement intégré se succèdent mais ne se ressemblent pas.

Notre organisme a observé des mouvements de protestations concernant les déclarations du mufti condamnant les protestations citoyennes.

En plus des communiqués que certains organismes comme la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme ainsi que le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux ont publié dénonçant cette déclaration, l'Observatoire Social Tunisien souligne l'aspect étrange de cette

déclaration en appelant à la nécessité de la neutralité des instances religieuses face aux intérêts politiques en faveur de l'aspect idéologique. Dans un autre discours, le Mufti a déclaré que 95% des imams ne disposent pas ou peu de culture scientifique religieuse ce qui devrait être, à notre avis, l'essentiel des priorités des instances religieuses surtout que les événements qu'a connu le pays ont démontré le lien évident entre les lieux de culte et le terrorisme.

Des problématiques différentes ont été soulignées avec force durant la dernière période comme les situations socio-économiques précaires, les outils de de correction ainsi que plusieurs situations reliées à des rumeurs autour de certaines mesures adoptées encouragées par le gouffre communicationnel entre les citoyens et l'administration pendant cette période de transition.

La fraude fiscale et les outils de lutte contre ce phénomène, la contrebande, le commerce frontalier, l'économie et le commerce parallèles, la lutte contre le gaspillage, la maîtrise de l'énergie la gouvernance locale et autres sont l'essentielle problématique qui seront le moteur sûr d'un développement économique possible et futur.

Le lien de causalité entre les protestations citoyennes et la mauvaise situation économique du pays requiert une reconsidération car la précarité économique de situation actuelle est la raison directe des difficultés sociales ainsi que de la recrudescence des manifestations.

Il est important de souligner qu'une pression sur les instances syndicales ne fera en rien évoluer la situation car ces manifestations ne sont encadrées par aucune instance syndicales, ni par un parti politique ni par une organisation. Il est utile de noter que le volume des protestations encadrées est très réduit et apparait dans un mensuel du ministère des affaires sociales

Ce sont des manifestations instantanées autour de la détérioration de la situation sociale évoluant rapidement vers un aspect spontané pouvant devenir violentes. Cette évolution est, essentiellement, due à l'absence de réaction des instances gouvernementales ou aux violences sécuritaires dont elles sont victimes.

Nous avons relevé, durant l'été précédent, une continuité dans les protestations concernant le secteur éducatif aussi bien de la part du cadre éducatif et enseignant que par les éducateurs remplaçants devant ou à l'intérieur des sièges des délégations régionales ou le ministère de tutelle influant, par-là, le bon déroulement de l'année scolaire actuelle de la même

manière que l'année précédente sans modifications majeures quant aux sujets des négociations avec les instances concernées.

Au début de cette année et avec le même ministre des solutions opérationnelles et réalistes ont été trouvées laissant se poser la question sur le fait de ne pas avoir mis en place ces solutions l'année précédente ce qui aurait mis fin aux manifestations et à l'état de gronde.

Les parents d'élèves et le cadre éducatif ont également été présents dans les manifestations citoyennes dans certaines régions dénonçant les conditions déplorables que connaissent certains établissements scolaires rendant la tenue des cours très pénible voire impossible.

Suite à un marathon de négociations multipartites, une solution au conflit qui a duré 8 mois avec la société PETROFAC a été trouvée à Kerkennah sans divulgation des termes et concessions de ces négociations.

Le plus important à souligner sera la volonté et la mobilisation de l'Etat en démontrant sa volonté à résoudre les dossiers épineux et sensibles il n'en demeure pas moins qu'il reste des sujets aussi sensibles et urgents comme le bassin miner qui nécessite la même mobilisation et des solutions réalistes et opérationnelles similaires.

Les ouvriers de chantier et les sit-inneurs devant les ministères, les municipalités persistent depuis plusieurs mois (certains ont dépassé une durée annuelle) devant l'absence de réactions et de solutions gouvernementales faisant évoluer ces mouvements vers un caractère violent comme des menaces de suicide collectif ou des tentatives de suicide individuel appelant à une considération sérieuse et rapide des causes de ces protestations.

Nous avons relevé plusieurs manifestations reliées aux conditions environnementales dans plusieurs régions durant la période de l'aïd El Idh'ha concernant l'occupation des espaces publics pour la vente des moutons ou de leur nourriture ou l'égorgeage des moutons provoquant un état de saleté et de pollution environnementale et olfactive et ce devant l'absence des instances concernées.

Suite à la publication par les réseaux sociaux des fiançailles d'une fille de 12 ans une vague de protestations a vu le jour vu qu'à cet âge une fille a d'autres préoccupations comme son éducation, ses études, ses loisirs artistiques, sportifs et autres dans un cadre lui permettant de se développer et de développer ses talents et capacités de manière saine. La problématique

essentielle ici serait les outils d'application des lois du journal de la protection de l'enfance puisqu'il ne suffit pas d'avoir des lois il faut aussi les respecter et veiller à leur bonne application dans la déscolarisation de plus d'un millier d'enfants annuellement, la déscolarisation spontanée, le travail des enfants et les réseaux d'exploitation des enfants en les introduisant dans le circuit de la mendicité, le crime, le commerce parallèle, la drogue et autres fléaux dont sont victimes certains enfants selon leur sexe et leur régions, leurs situations sociales et familiales.

La promulgation des lois et règles ne suffit pas à leur application il est nécessaire de mettre en place un ensemble de dispositifs qui veillent à la mise en place de conditions et d'égalité des chances dans la réalisation des réussites pour chaque enfant.

Nous avons souligné précédemment l'insuffisance des outils et moyens logistiques dont disposent certaines instances spécialisées dans la protection de l'enfance malgré la présence de compétences et qui constitue le frein essentiel à leur efficacité dans ce domaine.

Ce genre d'instances nécessitent plus de soutien puisque la société ne se préoccupe pas assez de l'enfance qui est l'avenir de ce pays vu que certaines franges de cette tranche d'âge affronte un danger réel.

L'Observatoire Social Tunisien a relevé plusieurs mouvements de protestations autour de diverses préoccupations comme ceux des avocats contre une décision de mutation du tribunal de première instance de Tunis, revendiquant le retrait du droit de diffusion d'un film iranien mettant en scène le prophète Mohamed, demandant le report des élections municipales jusqu'à 2018 etc.

Par ailleurs, une université d'été sur les mouvements de protestation a eu lieu du 23 au 25 septembre dans la ville de Korba avec pour thèmes :

- La situation économique et politique générale : les dimensions de la crise et les perspectives ;
- Les mouvements de protestations dans les quartiers populaires ;
- Les protestations sociales en Tunisie d'après 2011 ;

Cet évènement a, également, contenu 5 ateliers de travail autour des mouvements environnementaux, l'employabilité précaire, les régions délaissées, le droit au développement, les chômeurs et leur droit au travail, les perspectives communes du travail.

Durant cet manifestation l'expérience de l'économie sociale et solidaire ainsi que le reportage sur les événements de Kerkennah durant les mois précédents effectué par le club de cinéma amateur Heni Jaouharya ont été mis à l'honneur.

Des travaux de cette université il en ressort la nécessité du réseautage des mouvements de protestations collectives, et ce, pour les raisons suivantes :

- Œuvrer à ce que les mouvements de protestations collectives soient pacifistes ;
- La coordination entre les différents événements de protestations collectives afin de développer la capacité de mettre en place des solutions opérationnelles contre l'état de gronde et les crises récurrentes ayant pour conséquences ce type de mouvements ;
- La capacité à mobiliser et construire une opinion générale soutenant ces mouvements loin des instrumentalisation politiques, partisans et la volonté de certains à s'approprier ou déformer ou utiliser l'évènement protestataire ;
- Présenter à l'opinion publique une image globale et non déformée sur la nature du mouvement protestataire dans sa diversité, ses objectifs, ses moyens, ses acteurs etc. à travers les médias ;
- Présenter un ensemble de réponses et de scénarii possibles permettant de dépasser la crise de développement dans sa version actuelle en présentant un ensemble d'expériences possibles comme celle de Jemna dans l'économie sociale et solidaire ;
- La capacité de perspective et de réalisation du travail participatif et solidaire en présentant une image différente de la société profonde et l'encadrement des protestations sociales selon ses mécanismes internes afin d'éviter les pièges de violence et de conflits personnels et de catégories.

Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs :

Le début du mois de septembre 2016 a connu un retour graduel de la situation à son cours habituel, la fin de la saison estivale, de la séance unique, la saison des mariages et des événements religieux, les préparatifs au retour scolaire, universitaire et sportif, la fin des négociations longues et pénibles précédant l'annonce du nouveau gouvernement.

Ce mois a, également, connu une évolution relative des mouvements de protestations tant en nombre qu'en nature à commencer par les événements de Foussena suivi rapidement par ceux de Fernana, régions reconnues pour leur caractère protestataire dur.

Nous avons souligné à plusieurs occasions l'aspect précaires des situations de développement dans les régions intérieures témoins des initiatives et promesses répétées et d'une médiatisation des différentes visites des responsables restant sans suite. Il paraît alors évident que le problème réside dans la crise de confiance de plus en plus grande que connaît le tunisien actuellement. Cette crise n'est pas nouvelle elle date de l'avant révolution et est due à l'écart entre le système politique monopolisé par l'Etat et la société. Après la révolution, le paysage a changé en prenant des dimensions nouvelles et la cause principale revient d'une part au non-respect des promesses électorales par la société politique et à la dimension personnelle ou partisane des préoccupations des acteurs politiques ce qui a ouvert le paysage social aux mouvements de protestations.

Cette rupture de confiance nécessite une parfaite transparence, une agilité politique ainsi que la capacité à tenir les promesses en œuvrant à sortir de la crise profonde par laquelle passe notre société actuellement.

Les manifestations citoyennes liées au secteur éducatif ont commencé avant le début de l'année scolaire en évoluant vers des protestations contre les situations des différentes écoles dans les régions intérieures, l'absence partielle ou totale de maintenance, le manque en cadre enseignant, l'absence de moyens de transport etc. . C'est dans ce cadre que des parents sont intervenus pour empêcher leurs enfants de rejoindre les bancs de l'école dans plusieurs régions.

Il est vrai les instances de tutelle a initié, depuis l'année dernière, avec l'aide de la société civile le projet « madrassetouna » dans le but de sensibiliser au délabrement de plusieurs écoles dans les régions intérieures mais cette initiative ainsi que ses résultats restent insuffisants

vu que la société civile ne peut en aucun cas remplacer les efforts de l'Etat et ne peut être qu'un acteur de soutien et non l'élément essentiel de ce changement ; pour toutes ces raisons, les réformes doivent être sociales revêtant un aspect global et complémentaire entre les différentes parties de l'institution éducative et de l'enseignement.

Par ailleurs, la rentrée universitaire qui n'a pas encore eu lieu effectivement promet d'être difficile vu le nombre de dossiers restés en suspens.

La crise de l'eau, précitée dans nos rapports, nous ramène à la nature du modèle de développement des instances gouvernementales qui traite avec les différentes évolutions économiques de manière réactionnelle par une gestion basée sur l'urgence en reportant voire oubliant ce qui peut l'être jusqu'à ce que les événements les ramènent sur la scène.

Les discours multiples, depuis la révolution, sur la crise de développement et du modèle de développement actuel dans ses composantes économiques et sociales n'ont jamais dépassé le stade des bonnes intentions vu l'absence des solutions effectives et opérationnelles et n'ont jamais répondu aux attentes sociales qui évoluent quotidiennement vers des protestations différentes par leur nature, moyens et revendications.

La crise de l'eau est une crise d'un modèle de développement par excellence dans toutes ses dimensions qui ne sera pas résolue avec des baumes magiques ni par les appels aux restrictions des mouvements protestataires.

C'est dans ce même cadre que nous soulignons que l'opinion publique générale est la tendance vers plus de protestations avec l'évolution des moyens de protestations et ce afin d'attirer l'attention des instances gouvernementales tel a été le cas des visites de délégations gouvernementales dans les gouvernorats de Kasserine et de Jendouba suite à des mouvements de protestations faisant supposer à l'opinion publique que l'absence de visite dans les autres gouvernorats est due à l'absence ou au faible taux de protestations dans ces régions.

L'aspect critique de ce mode d'action réside dans sa nature réactionnelle urgente ou non préventive à une situation exceptionnelle surmédiatisée sur l'instant tombant dans l'oubli et sans tenue des promesses, une fois les protestations passées constituant ainsi le cœur de cette crise de confiance par la quelle passe notre société actuellement.

Nous assistons à une recrudescence alarmante de la violence dans notre société. Il est, par ailleurs, vrai que la violence politique organisée a été largement réduite et que les problèmes

terroristes demeurant nécessitent une évolution dans la méthodologie de traitement, il n'en demeure pas moins que les autres formes de violence aussi bien physiques que verbales que symboliques et que psychologiques imprègnent tous les secteurs et les domaines de manière rapide.

La lutte contre la violence nécessite l'intégration d'une stratégie nationale à travers l'éradication des causes directes et indirectes pour cela une approche sécuritaire reste nécessaire mais pas suffisante et doit être intégrée dans une stratégie de lutte contre la violence impliquant la dimension sociétale.

Le mois de septembre 2016 a vu une évolution de l'acte protestataire vers le comportement suicidaire puisque le 2/3 des actes observés sont des tentatives ou menaces de suicide collectives dont le but n'est pas le suicide proprement dit mais de démontrer que l'acte protestataire peut aller jusqu'à son aspect corporel.

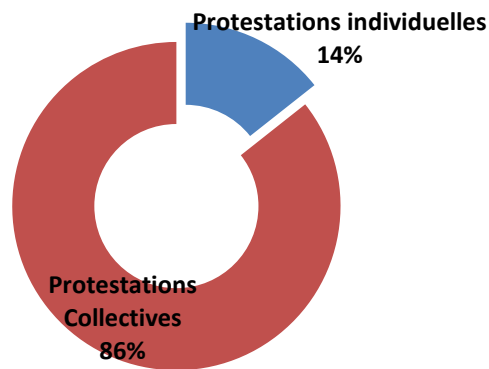
Nous avons observé, auparavant, ce type de protestations. Celles qui dépassent les menaces de suicide ou les tentatives arrivant jusqu'à l'absorption de pesticides ou l'automutilation avec des armes blanches filmées. Le suicide mis en scène devient la nouvelle forme de protestation qui présage plusieurs scénarii catastrophiques.

La répartition de ces mouvements citoyens par région s'est faite comme suit :

Mois	Septembre		Aout		Juillet	
Nature des Mouvements						
Protestations individuelles	113	14,4%	56	10,3%	64	11,3%
Protestations Collectives	674	85,6%	486	89,7%	504	88,7%
Mouvements de Protestation	787		542		568	

Hormis l'augmentation des actes protestataires enregistrés durant le mois de Septembre 2016 par rapport aux mois précédents, il est utile de remarquer que c'est la première fois que les protestations individuelles prennent cette dimension fulgurante par rapport aux protestations collectives et c'est, essentiellement, dû au fait que le 2/3 des tentatives de suicide étaient collectives.

Les mouvements de Protestation Septembre 2016



La problématique réside dans le fait que les suicides et tentatives de suicide sont répertoriés en tant qu'actes de protestations individuelles même s'ils sont collectifs car malgré leur nature collective leur résultat demeure individuel et répertorié en tant que tel même par les instances responsables.

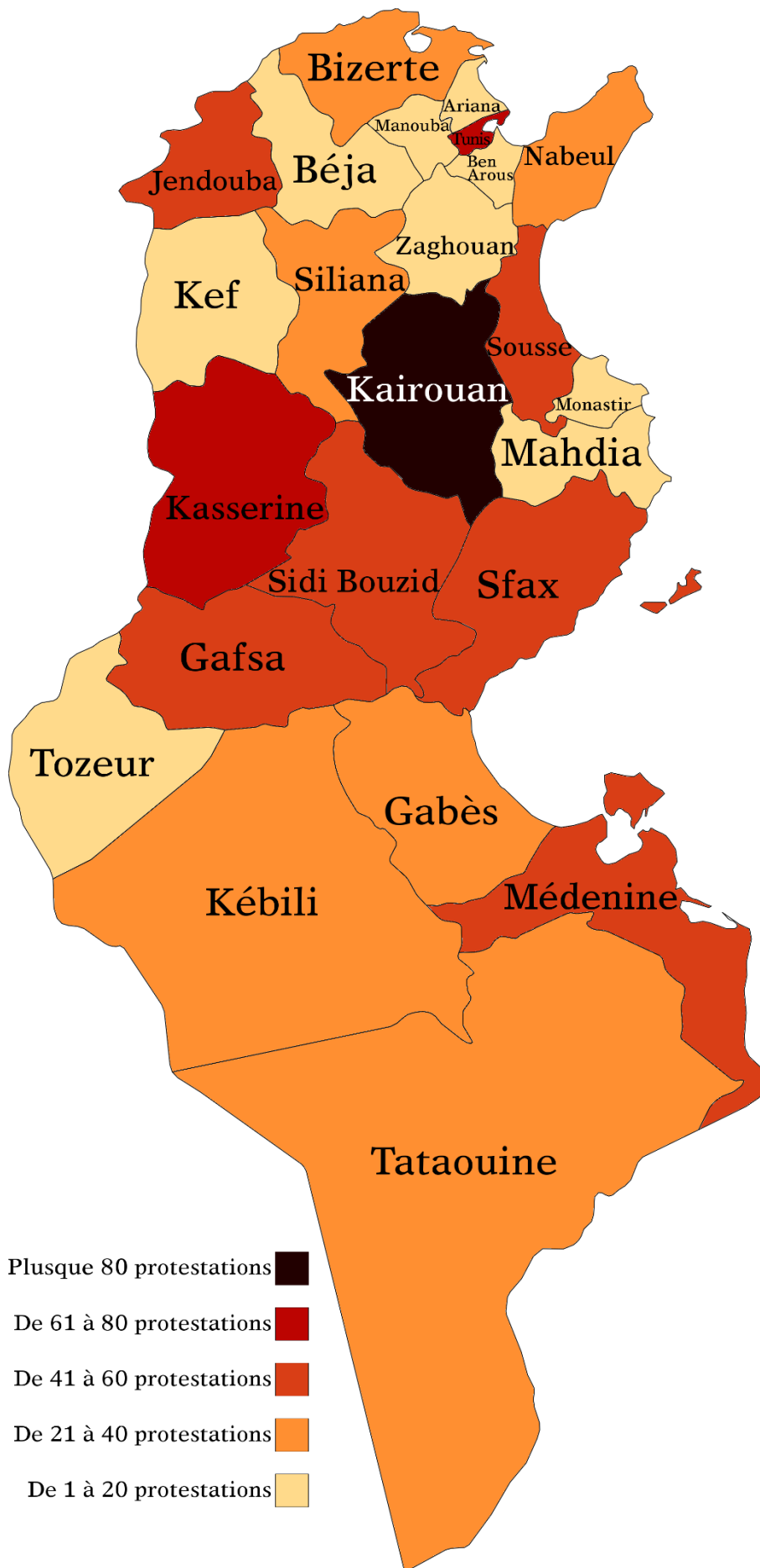
Il est utile de noter que nous considérons l'acte suicidaire comme une forme de protestation individuelle en tenant compte de sa dimension collective et ses répercussions sociales.

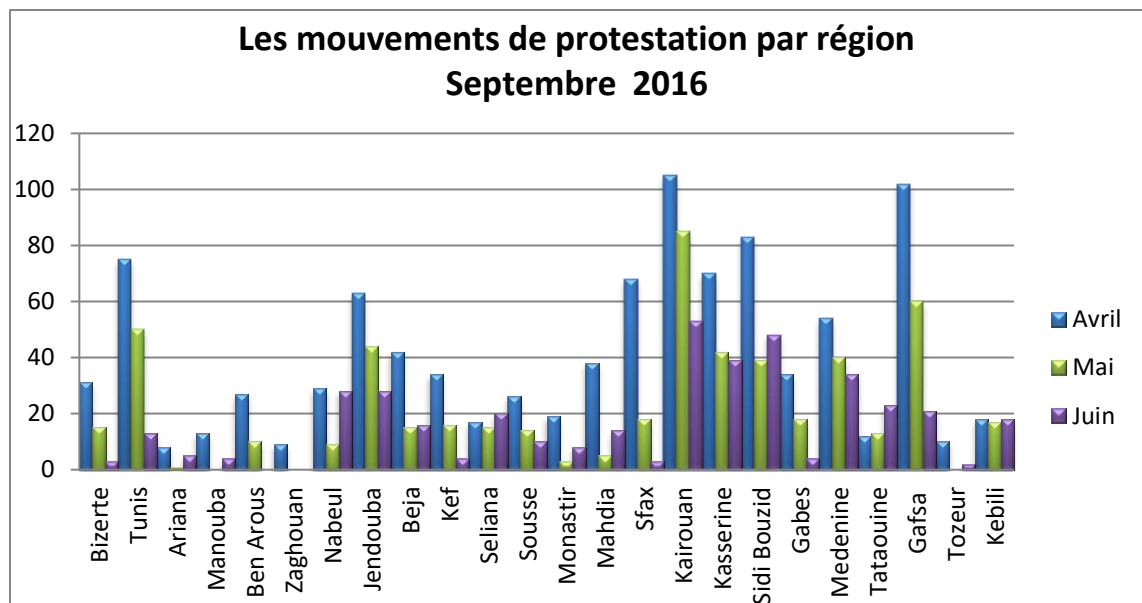
La répartition géographique des mouvements de protestation :

	Septembre			
	mouvements individuels	Suicides et tentatives de suicide	Protestations collectives	Total
Bizerte	0	4	19	23
Tunis	2	28	39	69
Ariana	0	0	8	8
Manouba	0	1	7	8
Ben Arous	0	0	3	3
Zaghouan	0	0	4	4
Nabeul	1	4	18	23
Jendouba	0	1	51	52
Beja	0	0	12	12
Kef	0	2	17	19
Seliana	0	0	35	35
Sousse	0	2	46	48
Monastir	1	1	11	13
Mahdia	0	2	17	19
Sfax	2	1	41	44
Kairouan	2	23	66	91
Kasserine	1	12	62	75
Sidi Bouzid	0	2	49	51
Gabes	0	14	20	34
Medenine	0	1	42	43
Tataouine	1	2	19	22
Gafsa	0	2	55	57
Tozeur	0	0	7	7
Kebili	0	1	26	27
Total	10	103	674	787

La répartition géographique des mouvements de protestation permet de constater les éléments suivants :

- Les actes de suicide et tentatives de suicide ont été observés dans 18 gouvernorats ;
- Les protestations individuelles ont été observées dans 7 gouvernorats différents ;
- Les protestations collectives ont été présentes dans la totalité des gouvernorats du pays avec des dimensions variables.





Les mouvements de protestation individuels ou les suicides, tentatives de suicide et autres mouvements :

Les mouvements de protestations individuelles durant le mois de Septembre 2016 se présentent comme suit :

Mois	Septembre		Aout		Juillet	
Nature des Mouvements		%		%		%
Suicides et tentatives de suicide	103	91%	50	89%	53	83%
Autres mouvements de protestations	10	9%	6	11%	11	17%
Protestations individuelles	113		56		64	

Les mouvements de protestations individuelles :

Nous avons enregistré une recrudescence des actes individuels de protestation durant le mois de septembre 2016 qui se présentent comme suit :

	Septembre	Aout	Juillet
Bizerte	0	0	2
Tunis	2	2	0
Ariana	0	0	0
Manouba	0	0	1

Ben Arous	0	0	1
Zaghouan	0	0	0
Nabeul	1	0	0
Jendouba	0	0	0
Beja	0	0	0
Kef	0	0	0
Seliana	0	0	1
Sousse	0	0	1
Monastir	1	0	0
Mahdia	0	1	1
Sfax	2	0	0
Kairouan	2	3	0
Kasserine	1	0	1
Sidi Bouzid	0	0	0
Gabes	0	0	0
Médenine	0	0	0
Tataouine	1	0	1
Gafsa	0	0	2
Tozeur	0	0	0
Kebili	0	0	0
Total	10	6	11

- Gouvernorat de **Tunis** :
 - Un employé viré de son poste à l’ambassade Suisse est entré dans un sit-in devant les bâtiments de l’ambassade ;
 - La manifestation d’une mère après qu’un anonyme approche de manière douteuse son fils sur un réseau social.

- Gouvernorat de **Monastir** :
 - La manifestation d’une veuve qui habite à **wardanin** suite au transfert de son fils de la prison de Monastir à celle de Sfax. Sachant que ses voisins l’aide financièrement et qu’elle n’a pas les moyens pour se déplacer à Sfax pour visiter son fils.

- Gouvernorat de **Nabeul** :
 - La manifestation d’un enseignant suite à la détérioration des conditions sanitaires et à l’accumulation des saletés à l’école primaire El Mina à **Kelibia**.

- Gouvernorat de **Sfax** :
 - La manifestation d'un avocat suite à l'interruption continue de l'eau dans beaucoup de régions ;
 - La manifestation d'un enseignant suite au classement des élèves selon leurs moyennes et leurs classes sociales, ce qui a divisé **l'école primaire cité El Habib 1**.

- Gouvernorat de **Kairouan** :
 - La gardienne de **l'école primaire Ferhat Hached** ferme les portes de l'école devant les enseignants et les élèves pour demander un emploi à son fils ;
 - Dans la région de **Charkia**, un citoyen manifeste suite au vol de son troupeaux de moutons par un gang armé de fusils de chasse.

- Gouvernorat de **Kasserine** :
 - Un citoyen lève une bannière pour lancer un au secours aux Etats Unis suite à la détérioration de ses conditions sociales ;
 - La manifestation d'un surveillant général suite aux pressions qu'il subit de la part du délégué régional de l'enseignement secondaire.

Les suicides et tentatives de suicide :

103 actes de suicides et tentatives ont été observés durant le mois de septembre 2016 avec, pour une première, les 2/3 en actes collectifs des protestataires des deux genres.

C'est dans ce cadre qu'a eu lieu, durant ce mois, la journée Internationale de la Lutte contre le Suicide décidée en 2003.

Il est, par ailleurs, important de souligner, selon les données de la Ligue Internationale de Lutte contre le Suicide, que 800 000 personnes commettent un acte suicidaire.

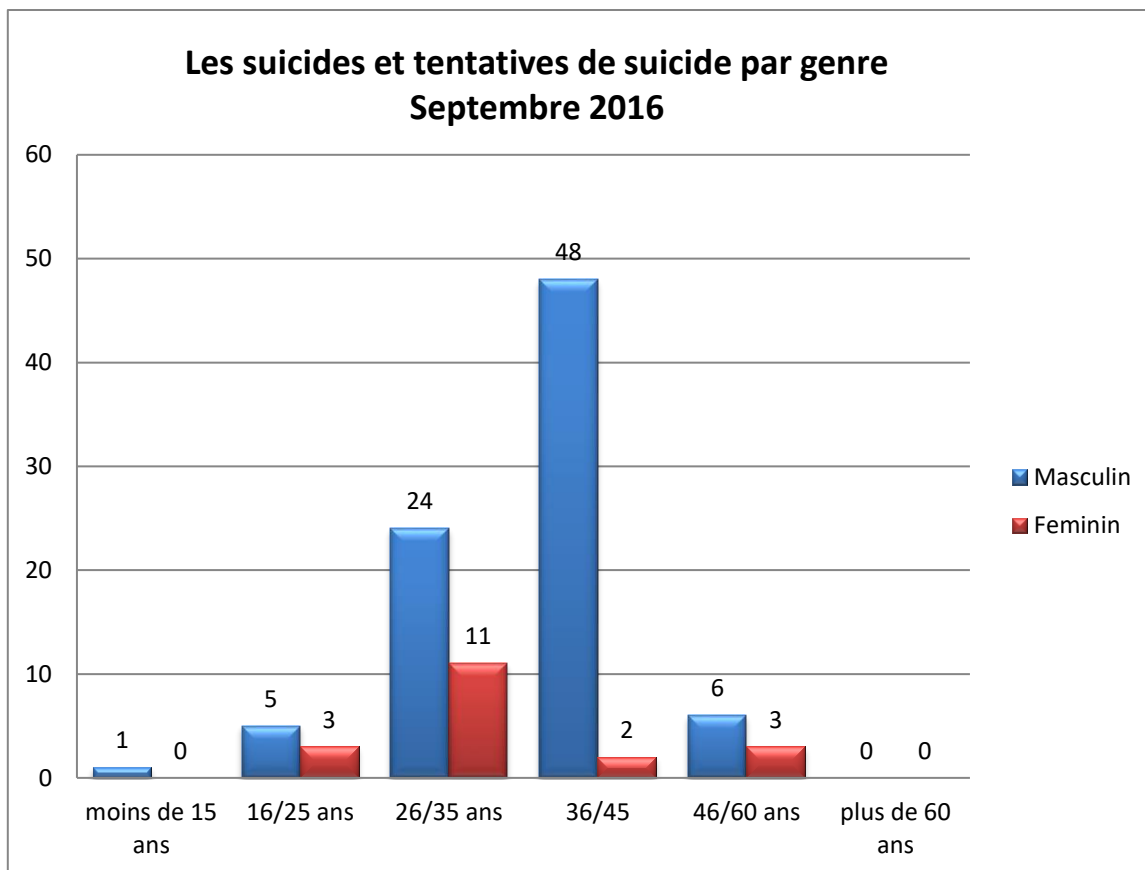
Et c'est à cet occasion que l'Observatoire Social Tunisien exprime :

- Ses craintes face à la recrudescence des suicides et tentatives de suicide dans le pays surtout après la révolution ;

- Sa certitude que la lutte contre le comportement suicidaire nécessite l'implication de plusieurs parties et à plusieurs niveaux et que les orientations actuelles des instances officielles restent timides dans des cercles fermés en se considérant seules légitimes à traiter de ce dossier ;
- Sa croyance que l'évolution de cet acte appelle à une mobilisation sociale globale pour pouvoir l'encadrer et à permettre aux universitaires, aux chercheurs, aux médias ainsi qu'aux activistes de la société civile d'accéder à l'information, aux données essentielles et l'étude des dossiers des victimes et ceux qui ont tenté le suicide en respectant les dispositions scientifiques, morales et légales qui protègent la dignité de l'individu ainsi que les données personnelles afin de dessiner une image globale de cet acte dans le but de le prévenir ;
- Sa surprise face à sa non-implication dans les travaux des commissions de prévention de l'acte suicidaire et sa non-invitation à la journée d'étude qui a eu lieu de 11 Septembre 2016 à Beit El Hekma lui permettant de présenter sa lecture et ses résultats surtout qu'il dispose d'organismes régionaux d'observation ainsi que de compétences pluridisciplinaires dont témoignent ses différents rapports caractérisés par leur objectivité, leur neutralité et leur rigueur scientifique constituant, par-là, un support non négligeable à plusieurs parties médiatiques, académiques et scientifiques nationales et internationales ;
- Sa prédisposition à mettre les moyens, les experts et les compétences qui le composent à la disposition des instances spécialisées qui œuvrent à la mise en place d'un plan stratégique de lutte contre l'acte suicidaire.

Les suicides et tentatives de suicide observés par notre organisme durant le mois de septembre se composent par tranche d'âge et par genre comme suit :

Tranches d'âge	Moins de 15 ans	16/25 ans	26/35 ans	36/45	46/60 ans	Plus de 60 ans	Total
Masculin	1	5	24	48	6	0	84
Feminin	0	3	11	2	3	0	19
Total	1	8	35	50	9	0	103
%	1%	8%	34%	49%	9%	0%	



La distribution des actes de suicides et de tentatives de suicide par région se fait :

	Septembre	Aout	Juillet
Bizerte	4	6	2
Tunis	28	2	18
Ariana	0	0	2
Manouba	1	2	0
Ben Arous	0	0	0
Zaghouan	0	0	0
Nabeul	4	2	3
Jendouba	1	1	0
Beja	0	1	0
Kef	2	10	0
Seliana	0	0	0
Sousse	2	1	0
Monastir	1	0	0
Mahdia	2	0	6
Sfax	1	0	5

Kairouan	23	5	4
Kasserine	12	3	2
Sidi Bouzid	2	1	1
Gabes	14	13	0
Médenine	1	2	1
Tataouine	2	0	1
Gafsa	2	1	7
Tozeur	0	0	0
Kebili	1	0	1
Total	103	50	53

- Le gouvernorat de **Bizerte** :

○ Par pendaison :

- Suicide d'un adulte de 40 ans sans raisons connues ;
- Suicide d'un autre adulte à son domicile sans raisons connues ;
- Suicide d'un père de cinq enfants à l'âge de 55 ans dans la délégation de **Zarzouna**, qui d'après les données disponibles souffre de troubles mentaux.

○ Par armes à feu :

- Suicide d'un adulte à **Tinja** avec une balle dans le cou, sans raisons connues.

- Le gouvernorat de **Tunis** :

○ Par pendaison :

- Suicide d'un jeune qui habitait à Médenine et est venu à **Tunis** pour travailler dans une parfumerie après avoir échouer au Bac ;
- Suicide d'un jeune de 19 ans sans raisons connues.

- Le gouvernorat de **Manouba** :

○ Par précipitation :

- Suicide d'un jeune de 30 ans, sans raisons connues.

- Le gouvernorat de **Nabeul** :

○ Par immolation :

- Suicide d'un agent policier à **Hammamet Sud** pour des raisons professionnelles.

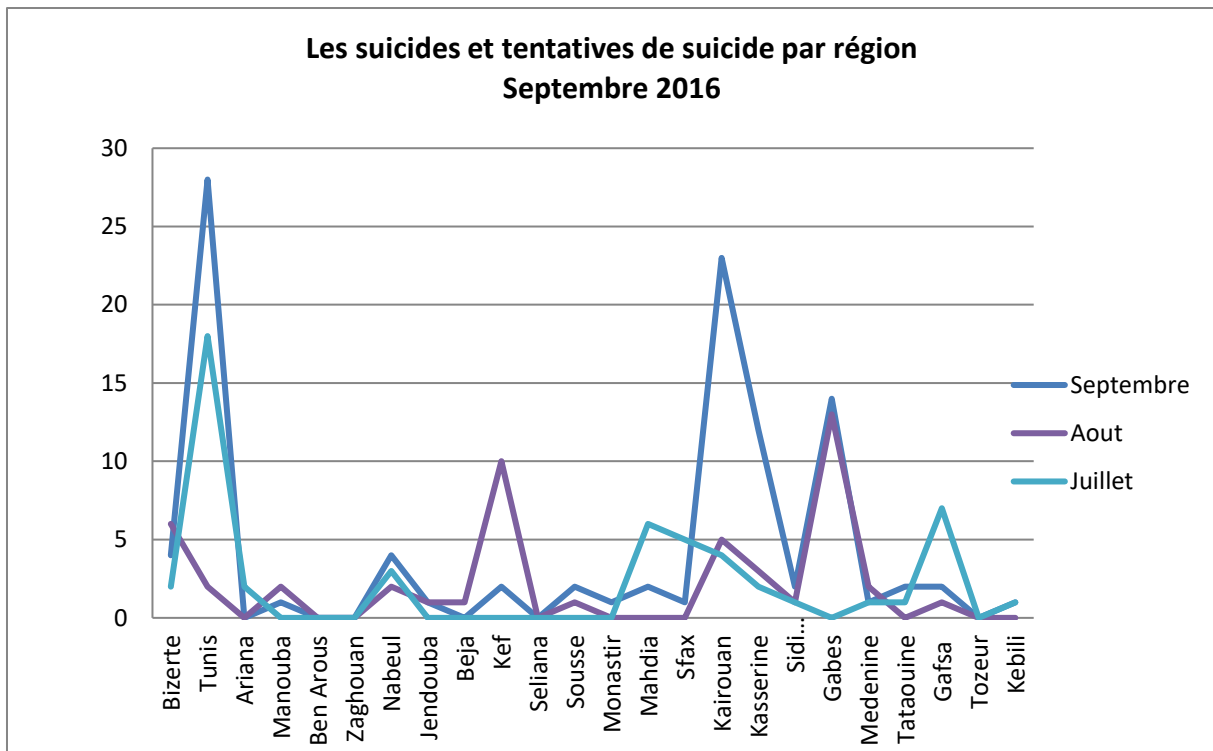
- Par pendaison :
 - Suicide d'un jeune 30 ans suite à un conflit familial ;
 - Suicide d'une femme de ménage travaillant à l'hôpital de **Korba** suite à la déduction de sa masse salariale malgré qu'elle ait présenté un certificat médical qui justifie son absence.

- Le gouvernorat de **Mahdia** :
 - Par précipitation :
 - Suicide d'une jeune fille de 18 ans originaire de Kairouan délégation de Chrarda suite à un conflit avec sa copine ;
 - Suicide d'un élève de 15 ans suite à un conflit avec le gardien de l'école.

- Le gouvernorat de **Sousse** :
 - Par Immolation :
 - Tentative de suicide d'un entrepreneur revenant de la France qui a souffert pendant six mois de multiples ralentissements dans les procédures d'investissement pour l'ouverture d'un restaurant chic causés par la municipalité qui a engendré des dégâts financiers de 985 milles dinars.
 - Par précipitation dans un puits profond :
 - Suicide d'une jeune fille **dans la région de Chrarda délégation Sidi El Héni**, suite à l'annulation de sa fiançailles.

- Le gouvernorat de **Monastir** :
 - Par pendaison :
 - Suicide d'un adulte à **Cité Nozha**, suite à un conflit avec sa femme qui a déposé une plainte contre lui.

- Le gouvernorat de **Sfax** :
 - Par immolation :
 - Suicide d'un jeune sans raison connues.



- Le gouvernorat de **Sidi Bouzid** :
 - Suicide d'une jeune suite à l'annulation de ses fiançailles par sa belle-famille parce qu'elle voulait reporter la date du mariage 40 jours après la mort de sa tante.

- Le gouvernorat de **Kasserine** :
 - Par Immolation :
 - Suicide d'un couple marié suite à un conflit ;
 - Suicide d'un adulte âgé de 40 ans à **Foussena** sans raisons connues.
 - Suicide d'un jeune à **Jedliane** âgé de 25 ans sans raisons connues.
 - Neuf sit-inneurs parmi les 78 chômeuses ont tenté de se suicidé par des armes blanches.

- Le gouvernorat de **Kef** :
 - Par Immolation :
 - Suicide d'un adulte à 50 ans, dans la délégation de **Téjerwine** suite à un conflit familial.
 - Par substances chimiques buvables :

- Un jeune de 20 ans dans la délégation de **Sers**, a bu l'eau de javel concentré suite à la détérioration de sa condition sociale.
- Le gouvernorat de **Jendouba** :
 - Par immolation :
 - *Wissem El Boussaidi*, propriétaire d'un salon de thé et père de trois enfants, s'est suicidé suite à un conflit avec le secrétaire général de la municipalité pour des procédures administratives. Des manifestations qui ont durés quelques jours dans la région suite à l'acte de suicide se termine par le renvoi du maire, du délégué et du secrétaire général de la municipalité de leurs fonctions.
- Le gouvernorat de **Kairouan** :
 - Par immolation :
 - Suicide d'un adulte de 35 ans à **Kairouan ville**, suite à un conflit familial ;
 - Suicide d'un jeune chômeur **devant l'institut national du patrimoine** après qu'il soit renvoyé de sa fonction dans l'institut ;
 - Suicide d'un jeune à **Hajeb Layoun**, après son arrestation et la détention de sa voiture vue que ses papiers étrangers étaient invalides.
 - Par précipitation :
 - Vingt sit-inneurs devant la délégation du ministère de l'éducation ont tenté de se suicider par précipitation pour régler leurs situations professionnelles.
- Le gouvernorat de **Gabes** :
 - 14 agents de police ont menacé de se suicider après des manifestations qui ont duré 40 jours.
- Le gouvernorat de **Tataouine** :
 - Par immolation :
 - Suicide d'une femme de 51 ans qui d'après les données disponibles souffre de troubles mentaux ;

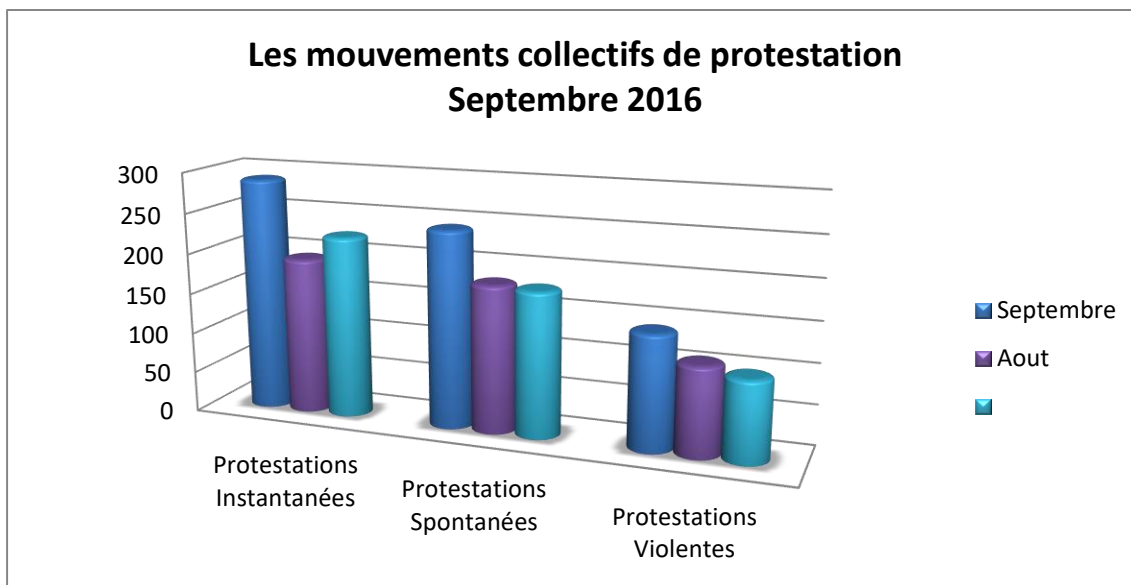
- Suicide d'une femme âgée de 40 ans à **Gomrassene**.
- Le gouvernorat de **Gafsa** :
 - Par immolation :
 - Suicide d'un citoyen de 40 ans à **Cité el Sourour**, pour manifester contre sa situation de chômeur ;
 - Tentative de suicide d'un handicapé mental suite à la précarité de la situation sociale de sa famille.
- Le gouvernorat de **Kebili** :
 - Suicide d'un adulte de 35 ans employé dans la délégation régional de l'éducation, qui d'après les données disponibles souffre de troubles mentaux.

Les mouvements de protestations collectives :

Notre organisme a relevé **674** mouvements de protestations collectives repartis entre instantanés, spontanés et violents :

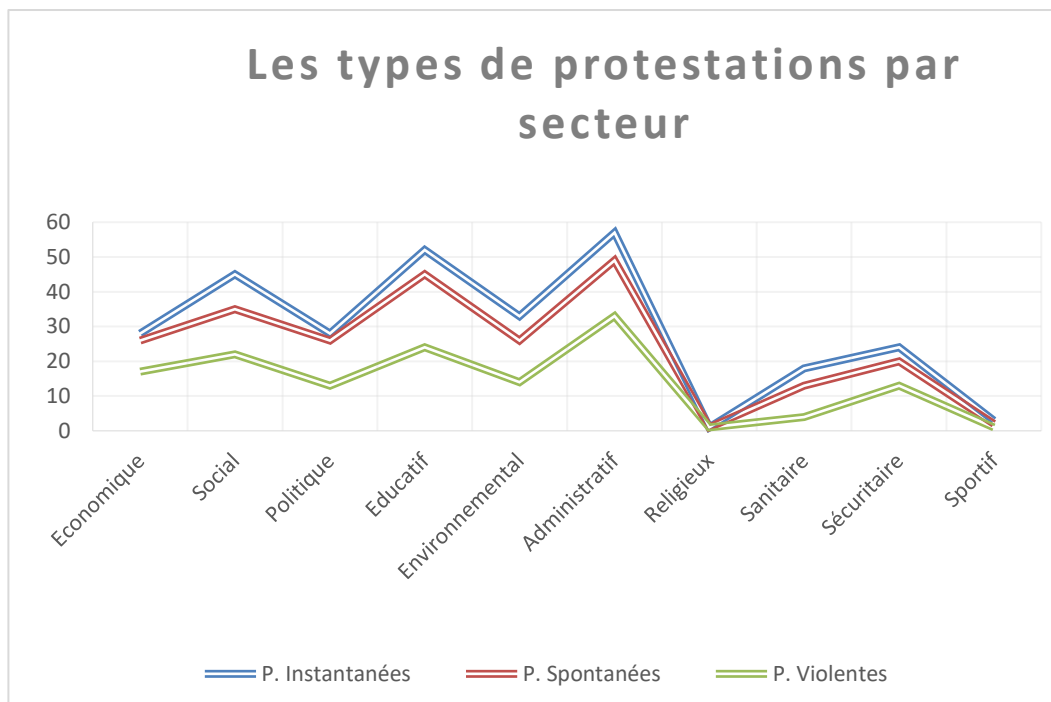
	Septembre	Aout	Juillet
Protestations Instantanées	289	194	225
Protestations Spontanées	243	182	179
Protestations Violentes	142	110	100
Total	674	486	504

Hormis l'augmentation en nombre, nous assistons à la même architecture qualitative des mouvements de protestations durant le mois de Septembre par rapport au dernier trimestre avec une prédominance des mouvements instantanés ensuite spontanés et violents.



La structure sectorielle des manifestations de protestation collective se dresse comme suit :

	Septembre				%
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	
Economique	28	26	17	71	11%
Social	45	35	22	102	15%
Politique	28	26	13	67	10%
Educatif	52	45	24	121	18%
Environnemental	33	26	14	73	11%
Administratif	57	49	33	139	21%
Religieux	1	1	1	3	0%
Sanitaire	18	13	4	35	5%
Sécuritaire	24	20	13	57	8%
Sportif	3	2	1	6	1%
Total	289	243	142	674	



Les types de protestations relevés par région se présentent comme suit :

	Septembre				
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	%
Bizerte	10	8	1	19	3%
Tunis	22	14	3	39	6%
Ariana	5	2	1	8	1%
Manouba	2	3	2	7	1%
Ben Arous	3	0	0	3	0%
Zaghouan	2	2	0	4	1%
Nabeul	8	9	1	18	3%
Jendouba	13	13	25	51	8%
Beja	4	4	4	12	2%
Kef	7	7	3	17	3%
Seliana	15	14	6	35	5%
Sousse	23	15	8	46	7%
Monastir	4	4	3	11	2%
Mahdia	6	6	5	17	3%
Sfax	20	13	8	41	6%
Kairouan	33	21	12	66	10%
Kasserine	24	22	16	62	9%
Sidi Bouzid	19	21	9	49	7%
Gabes	6	9	5	20	3%
Médenine	20	15	7	42	6%
Tataouine	10	5	4	19	3%

Gafsa	20	22	13	55	8%
Tozeur	3	3	1	7	1%
Kebili	10	11	5	26	4%
Total	289	243	142	674	

Le secteur administratif a été le plus présent durant ce mois de Septembre dans les mouvements protestataires en raison de sa nature représentative de l'Etat comme le considère la plupart des citoyens.

Les protestations concernant le secteur environnemental enregistrent les mêmes observations que le mois précédant malgré les augmentations significatives qu'elles enregistrent.

La pénurie, les coupures répétées et la mauvaise qualité de l'eau et la pollution ont été l'essentiel dans ce secteur de revendications.

Par ailleurs, les protestations d'ordre politique continuent à être limitées quantitativement.

Les revendications d'ordre économique ont tourné autour du mauvais état de l'infrastructure dans les régions intérieures.

Nous remarquons un retour des protestations concernant le secteur éducatif malgré le cadre contextuel de la rentrée et les accords passés entre les instances de tutelle et les syndicats.

L'état délabré, les difficultés de transport et la pénurie en cadre enseignant ont été l'essentiel des mouvements du secteur en question poussant les parents à empêcher de manière globale leurs enfants de rejoindre les bancs de l'école en signe de protestation.

Ces mouvements risquent de prendre des dimensions différentes dans la période à venir étant donné que la rentrée universitaire n'a pas encore eu lieu dans plusieurs établissements et l'absence des étudiants est un indicateur sur l'ensemble des difficultés susceptibles d'être rencontrées.

Sachant que les problèmes de logements et d'inscription ont été les problèmes majeurs qui ont apparus lors de l'année universitaire précédente qu'en serait de cette année ?

Une mesure par échelle de fréquence des moyens et support des protestations collectives observées montrent que les réseaux sociaux ont été les plus présents, suivis d'interdiction des responsables de quitter leur lieu de travail, des sit-ins, des grèves de la faim, de blocage des

routes, d'effraction des institutions administratives, de blocage de lieux de travail, d'affrontements avec les forces de l'ordre, de marches pacifistes, de grèves, de menaces de suicide et d'agressions.

Avec une moindre fréquence nous pouvons citer les appels médiatiques de détresse, les grèves sauvages de la faim, les pétitions de protestation, des pneus brûlés, la désobéissance civile, l'attaque de postes sécuritaires et la dégradation des productions agricoles.

D'autre part les espaces utilisés, par ordre décroissant de fréquence, ont été les réseaux sociaux, les routes, les sièges régionaux de la S.O.N.E.D.E., les sièges administratifs, les espaces publics, les municipalités, les sièges des gouvernorats, délégations et ministères, les hôpitaux, les sièges régionaux de la S.T.E.G., les espaces professionnels, les institutions éducatives, le siège de l'A.R.P., de la présidence du gouvernement, les ambassades et les stades sportifs.

Les acteurs essentiels de ces mouvements protestataires ont été les habitants, les diplômés, les chômeurs, les activistes des droits de l'Homme, les parents d'élèves et cadre éducatif, les chauffeurs de taxi et de transport entre les régions, les sécuritaires, les ouvriers, les agriculteurs, les journalistes, les employés, le cadre médical et paramédical.

L'analyse croisée entre les secteurs de revendications et les types de protestations observées permet de dresser le tableau suivant :

	Septembre											
Villes	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Religieux	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif	Total	%
Bizerte	2	2	0	8	5	2	0	0	0	0	19	3%
Tunis	0	2	4	7	6	11	0	2	1	6	39	6%
Ariana	0	0	0	2	0	4	0	1	1	0	8	1%
Manouba	0	0	4	0		0	0	0	3	0	7	1%
Ben Arous	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0	3	0%
Zaghouan	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	4	1%
Nabeul	0	2	2	2	2	5	0	5	0	0	18	3%
Jendouba	12	11	6	9	0	7	0	0	6	0	51	8%
Beja	0	3	0	0	3	6	0	0	0	0	12	2%
Kef	3	2	0	7	0	2	0	3	0	0	17	3%
Seliana	2	2	3	11	6	8	0	0	3	0	35	5%
Sousse	4	0	0	14	14	12	0	2	0	0	46	7%
Monastir	0	5	0	0	0	3	0	0	3	0	11	2%
Mahdia	0	0	0	6	7	4	0	0	0	0	17	3%
Sfax	3	7	5	6	2	11	0	0	7	0	41	6%
Kairouan	3	12	6	11	8	12	3	3	8	0	66	10%
Kasserine	14	12	14	3	8	3	0	6	2	0	62	9%
Sidi Bouzid	5	7	9	3	2	14	0	3	6	0	49	7%
Gabes	3	3	0	4	4	5	0	0	1	0	20	3%
Medenine	9	9	3	5	3	5	0	0	8	0	42	6%
Tataouine	4	4	0	3	0	5	0	3	0	0	19	3%
Gafsa	5	12	6	10	0	15	0	0	7	0	55	8%
Tozeur	0	0	0	2	0	3	0	2	0	0	7	1%
Kebili	2	6	5	5	3	2	0	3	0	0	26	4%
Total	71	102	67	121	73	139	3	35	57	6	674	

Les violences :

Durant le mois de Septembre 2016 l'observatoire Social Tunisien a enregistré une légère baisse des actes de violence par rapport au trimestre précédent malgré la continuité de la prédominance de la violence criminelle suivie des agressions et harcèlements sexuels, de la violence conjugale et familiale et, à un degré moindre, les violences relationnelles, réactionnaires et sociales.

Le mois de Septembre a connu, à son tour, un acte de violence social dans l'agression d'un enfant à mobilité réduite ainsi qu'un retour de la violence dans les établissements éducatifs (élèves, cadre éducatif et enseignants).

Il s'en suit un relevé des différents types de violence enregistrés par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien à travers les publications quotidiennes, hebdomadaires, électroniques et audiovisuelles.

- **La violence criminelle** : la vague de braquages, enlèvements, vols et agressions physiques et verbales dans les espaces publics (stations de métro ou bus, la voie publique) ont continué durant le mois de Septembre dont l'agression par arme blanche d'un policier en tenue civile en se défendant contre une tentative de vol dont il a été la victime dans le métro 6 de la capitale.

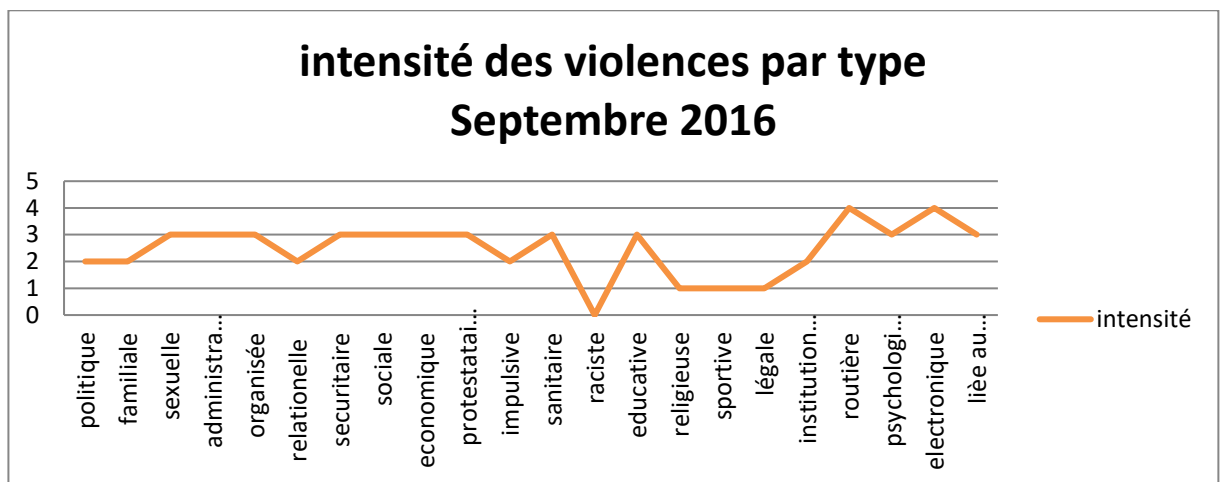
A Kairouan, le vol des Fonds de contributions volontaires dans une mosquée. A Sbikha une femme a subi une agression par arme blanche lors d'une opération de vol de son bétail ovin. A Ain Jelena, un garde forestier a subi le même sort lors d'une tentative de vol d'un troupeau de moutons. Un agriculteur est décédé suite à une opération similaire à Nabeul.

- **La violence sexuelle** : le plus alarmant est que la plupart des agressions sexuelles enregistrées durant le mois de Septembre, entre harcèlements, viols et tentatives, enlèvements et détournements, ont eu pour cibles des mineures de moins de 18 ans.

A Borj Louzir, l'effraction de l'appartement de quatre étudiantes de la part d'un groupe de jeunes et l'enlèvement pour agression de l'une d'elles a été le fait le plus notable durant ce mois de Septembre 2016.

- **La violence familiale** : la famille dans toutes ses ramifications et dimensions relationnelles, aussi bien conjugale que fraternelle que germaine, a été le théâtre d'un nombre important d'actes violents de plus en plus présents, depuis la saison estivale, sans connaître de répit durant le mois de Septembre.

Ben Arous a connu l'agression d'une mère par sa propre fille. A El Hamma, un différend entre deux frères a fini par la mort de l'un d'eux. A Kasserine, un époux a brûlé sa femme avec un produit inflammable. A Mahdia, un jeune à capacités intellectuelles limitées a agressé jusqu'à la mort sa mère. A Sousse un différend entre deux enfants a conduit à la mort de l'un d'entre eux par erreur.



- **La violence impulsive et relationnelle** : ce type de violence a été enregistré, essentiellement, lors de soirées alcoolisées ou différends ou emportements à issues tragiques. A Kairouan un différend entre deux jeunes lors d'une soirée alcoolisée a fini par l'usage d'une arme à feu. A kelibia, un différend entre un agent de la police et un jeune a fini par l'agression physique de l'agent et son hospitalisation.

- **La violence sociale** : un nombre de protestations citoyennes a enregistré des actes de violence sociale durant le mois de septembre 2016 comme l'effraction d'une station de pompage d'eau à Fernana suite à la pénurie continue d'eau potable ou la destruction d'équipements et engins de construction des routes à Ben Guerdane.

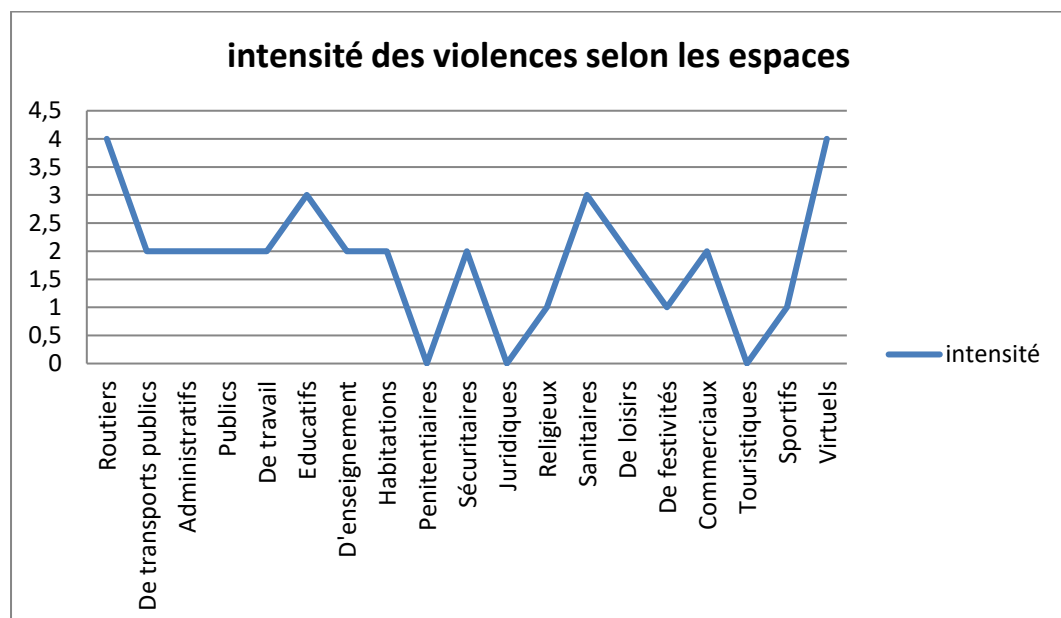
Le mois de Septembre a connu un retour des violences dans les établissements **éducatifs**. A Gafsa, le directeur d'un établissement a demandé à une fille de 12 ans de ne plus

venir en cours pendant un moment suite aux mouvements de protestations et à la médiatisation dus aux fiançailles de cette dernière.

- **La violence sécuritaire** : l'Observatoire Social Tunisien a enregistré un recul des violences sécuritaires par rapport au mois précédent. Dans la région de Kairouan un sécuritaire a été blessé à la tête dans un affrontement avec un groupe spécialisé dans le vol. dans une station de transport à Gafsa a été le théâtre d'une bagarre ayant pour conséquence la blessure d'un agent de la sécurité. A Kasserine un agent de la sécurité a volé trois chèques bancaires à un conducteur l'ayant pris en auto-stop dans sa route vers Kairouan.

Par ailleurs, le mois de Septembre 2016 a connu un acte de **violence sociale** ayant pour victime un jeune à mobilité réduite quand un de ses proches l'a jeté dans un fleuve profitant de son incapacité à résister et se défendre.

- **La violence institutionnelle** : l'administration de l'hôpital régional de Kasserine a empêché les journalistes de couvrir la visite d'un politicien lors des événements douloureux de Khamouda.



L'intensité par région des violences a été enregistrée comme suit :

Intensité des Violences par Gouvernorats

